

# Décider de façon démocratique et agir politiquement

## Situation

Le 15 novembre 2017, le monde a été témoin d'un coup d'état sans violence où le président Robert Mugabe a été contraint par l'armée et le vice-président Emmerson Mnangagwa à démissionner.

Cette transition militaire non démocratique pose des questions fondamentales sur l'avenir du pays. Le soutien public massif observé dans les grandes villes du Zimbabwe lors des marches de solidarité montre un véritable désir des Zimbabweens d'influencer l'avenir de leur pays. Ces développements ont montré à quel point la participation des citoyens à la gouvernance locale et nationale du pays a longtemps été confinée à la politique et aux élections, ceci en raison de l'histoire politique du Zimbabwe. C'est particulièrement vrai pour la plupart des communautés marginalisées. Le pays a une longue histoire de violence politique qui remonte à l'époque coloniale, s'étendant de la période de libération de la fin des années 1960 jusqu'à dans les années 2000.

Après le récent coup d'État de novembre, le gouvernement s'est efforcé de mettre en œuvre certaines réformes politiques. Le gouvernement a signé la loi sur la paix et la réconciliation nationale. L'autre loi adoptée par le Parlement et le Sénat, en attente de son entrée en vigueur, est le projet d'amendement électoral. Celui que la société civile a appelé de ses vœux étant donné son rôle central pour rendre les prochaines élections libres, équitables et crédibles. Ces réformes clés montrent les efforts du gouvernement pour se présenter comme réformiste, mais comme souvent au Zimbabwe, c'est la mise en œuvre de ces politiques qui représente un défi.





## Objectifs

---

L'objectif principal du projet est de contribuer à la création d'une culture démocratique dynamique qui soit exempte de violence, incitant toutes les Zimbabwéennes et tous les Zimbabwéens à y participer sans crainte.

Les objectifs spécifiques sont :

1. Renforcer le consensus autour des questions de plaidoyer afin d'atteindre une masse critique pour l'établissement des priorités politiques et le changement.
2. Les 30 partenaires de YETT défendent et exercent des pressions en faveur de la responsabilisation, de la transparence et de l'amélioration du traitement des questions de développement par les institutions gouvernementales.

## Bénéficiaires

---

Afin d'atteindre son objectif principal, YETT concentrera sa stratégie de plaidoyer sur les personnes marginalisées, les ministères du gouvernement, les commissions indépendantes, les comités du portefeuille parlementaire et les partenaires de l'EPER.

## Activités

---

Les activités principales du projet sont :

- Rédiger une étude de base qui rassemble des données sur la participation des citoyens aux processus civiques
- Organiser deux réunions de plaidoyer avec les 30 partenaires pour discuter, partager, réfléchir et prioriser les questions à soumettre aux politiques.
- Mener trois rapports d'analyses budgétaires annuelles pour rédiger six rapports sur les besoins des bénéficiaires.
- Réaliser un processus recherche-action consultatif national dans chacune des dix provinces du pays.
- Tenir deux conférences nationales avec 20 décideurs politiques, 40 représentants des organisations partenaires et 40 représentants des bénéficiaires.

## Organisations partenaires

---

Le programme YETT (Youth Empowerment and Transformation Trust) a été fondé en 2004. Il travaille avec des organisations locales de jeunes et les soutient dans le but d'assurer pleinement la participation de ces jeunes à un développement durable et pacifique du pays.

### Pays, région, ville

Zimbabwe

### Budget 2018

CHF 50 000.–

### Partenaire financier

Aucun pour le moment

### N° de projet EPER

768.365

### Chargé de programmes

Valentin Prélaz

### Contact

EPER (Entraide Protestante Suisse)  
Département Communication  
Chemin de Bérée 4A  
Case postale 536  
1001 Lausanne  
Tél. +41 21 613 40 70  
Fax +41 21 617 26 26  
info@eper.ch  
www.eper.ch  
Dons : CCP 10-1390-5